



CHAPITRE 32

Loi modifiant la Loi du crédit agricole

[Sanctionnée le 30 juin 1972]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit :

S.R., c.
108, a.
1, mod.

1. L'article 1 de la Loi du crédit agricole (Statuts refondus, 1964, chapitre 108), remplacé par l'article 1 du chapitre 41 des lois de 1969, est modifié en insérant, après le paragraphe *e*, le suivant :

« biens
nantis »;

« *e*¹ » « biens nantis » : les biens déterminés par règlement, qui font l'objet d'un nantissement agricole en vertu du paragraphe *d*¹ de l'article 8; ».

S.R., c.
108, a.
8, mod.

2. L'article 8 de ladite loi, modifié par l'article 1 du chapitre 38 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 6 du chapitre 17 des lois de 1966/1967, par l'article 5 du chapitre 41 des lois de 1969, par l'article 26 du chapitre 44 des lois de 1969 et par l'article 23 du chapitre 85 des lois de 1971, est de nouveau modifié :

a) en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes du paragraphe *b*, les mots « et les immeubles hypothéqués », par les mots « ainsi que les immeubles hypothéqués et les biens nantis »;

b) en remplaçant le paragraphe *c* par le suivant :

« *c*) Administrer, vendre, hypothéquer ou nantir ces biens, selon le cas, les louer ou en disposer autrement à titre onéreux; »;

c) en remplaçant le quatrième alinéa du paragraphe *d* par le suivant :

CHAPTER 32

An Act to amend the Farm Credit Act

[Assented to 30th June 1972]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 1 of the Farm Credit Act (Revised Statutes, 1964, chapter 108), replaced by section 1 of chapter 41 of the statutes of 1969, is amended by inserting after paragraph *e*, the following:

“(e¹) “pledged property”: the property determined by regulation, which is the proper object of a pledge of agricultural property under paragraph *d*¹ of section 8;”.

2. Section 8 of the said act, amended by section 1 of chapter 38 of the statutes of 1965 (1st session), by section 6 of chapter 17 of the statutes of 1966/1967, by section 5 of chapter 41 of the statutes of 1969, by section 26 of chapter 44 of the statutes of 1969 and by section 23 of chapter 85 of the statutes of 1971, is again amended:

a) by replacing the words “the immovables hypothecated” in the third and fourth lines of paragraph *b*, by the words “the immovables hypothecated and the property pledged”;

b) by replacing paragraph *c* by the following:

“(c) Administer, sell, hypothecate or pledge such property, as the case may be, lease it or otherwise dispose of it by onerous title;”;

c) by replacing the fourth paragraph of paragraph *d* by the following:

Prêt à d'autres emprunteurs.

« Un tel prêt peut également être consenti jusqu'à concurrence de quatre-vingt-dix pour cent de cette valeur à un emprunteur qui n'est pas admissible aux bénéfices des deux alinéas précédents et qui, de façon à rendre sa ferme rentable ou à en accroître la rentabilité:

1° réalise un programme d'améliorations foncières conformément aux exigences des règlements, ou

2° augmente la superficie de sa ferme au moyen d'une acquisition de terrain additionnel ou l'a ainsi augmentée au cours des trois années précédant la date de réception par l'Office de sa demande d'emprunt, ou

3° réalise un programme de conversion de son exploitation agricole conformément aux règlements. »;

d) en ajoutant, à la fin du cinquième alinéa du paragraphe *d*, après le mot « foncières », les mots « ou de conversion de l'exploitation agricole. »;

e) en remplaçant le sixième alinéa du paragraphe *d* par le suivant:

« Le montant total d'un prêt, y compris le montant du prêt sur nantissement prévu au paragraphe *d*¹ et celui du prêt supplémentaire prévu à l'article 19 ne doit, en aucun cas, excéder:

1° quarante mille dollars dans le cas d'un agriculteur;

2° soixante mille dollars dans le cas d'une corporation d'exploitation agricole, d'une société d'exploitation agricole ou d'emprunteurs conjoints. »;

f) en insérant, après le paragraphe *d*, le suivant:

« *d*¹) Consentir à tout emprunteur, propriétaire d'une ferme rentable, à la suite d'un prêt qu'il lui a déjà consenti ou à l'occasion d'un prêt qu'il consent en vertu du paragraphe *d*, un prêt additionnel garanti par nantissement agricole en faveur de l'Office, jusqu'à concurrence de soixante-dix pour cent de la valeur des biens nantis établie par l'Office.

Maximum.

Prêt additionnel.

Maximum.

Sous réserve du sixième alinéa du paragraphe *d*, le montant total d'un tel prêt ne doit, en aucun cas, excéder:

1° quinze mille dollars dans le cas d'un agriculteur;

2° vingt mille dollars dans le cas d'une corporation d'exploitation agricole, d'une

« Such a loan (*prêt*) may also be granted up to ninety per cent of such value, to a borrower who or which does not qualify for the benefits contemplated in the two preceding paragraphs and who or which, to make his farm economic or to increase the yield thereof:

(1) carries out a program for improvement of land and buildings in accordance with the regulations,

(2) increases the area of his farm by acquiring additional land or has so increased it during the three years preceding the date on which the Bureau received the application for a loan, or

(3) carries out a program for conversion of his agricultural operation in accordance with the regulations. »;

(*d*) by adding after the word "buildings" at the end of the fifth paragraph of paragraph *d* the words "or the conversion of the agricultural operation. »;

(*e*) by replacing the sixth paragraph of paragraph *d* by the following:

"The total amount of a loan (*prêt*), including the amount of a loan by pledge provided for in paragraph *d*¹ and that of an additional loan (*prêt*) provided for in section 19 shall not exceed:

(1) forty thousand dollars in the case of a farmer;

(2) sixty thousand dollars in the case of a corporation for agricultural exploitation, an agricultural exploitation partnership or joint borrowers. »;

(*f*) by inserting after paragraph *d* the following:

"(*d*¹) Grant to any borrower, owner of an economic farm, following a loan (*prêt*) which it has already granted to him or on the occasion of a loan (*prêt*) which it grants under paragraph *d*, an additional loan secured by pledge of agricultural property in favour of the Bureau, up to seventy per cent of the value of the property pledged as established by the Bureau.

Subject to the sixth paragraph of paragraph *d*, the total amount of such loan (*prêt*) shall not exceed:

(1) fifteen thousand dollars in the case of a farmer;

(2) twenty thousand dollars in the case of a corporation for agricultural exploita-

Loan to other borrowers.

Maximum.

Addition-al loan.

Maximum.

société d'exploitation agricole ou d'emprunteurs conjoints.

Hypo-
thèque.

Un tel prêt peut comporter, outre la garantie des biens nantis, une hypothèque en faveur de l'Office sur la ferme de l'emprunteur, prenant rang immédiatement après l'hypothèque garantissant le prêt consenti en vertu du paragraphe *d*; »;

g) en remplaçant les mots « et « élevage d'animaux de ferme »; », dans les troisième et quatrième lignes du paragraphe *f*, par les mots « , « élevage d'animaux de ferme », « programme d'améliorations foncières » et « conversion d'exploitation »; »;

h) en insérant, après le paragraphe *fa*, le suivant:

« *fa*¹) Déterminer par règlement les biens mentionnés à l'article 1979a du Code civil qui peuvent faire l'objet d'un nantissement agricole en faveur de l'Office en vertu du paragraphe *d*¹ du présent article; »;

i) en remplaçant le paragraphe *g* par le suivant:

« *g*) Fixer par règlement, les bases générales d'évaluation des fermes et des biens nantis; »;

j) en remplaçant, dans la quatrième ligne du paragraphe *h*, le mot « immeubles », par le mot « biens »;

k) en remplaçant, dans les sixième et septième lignes du paragraphe *i*, les mots « privilèges et hypothèques », par les mots « privilèges, hypothèques et nantissements »;

l) en remplaçant, dans les première et deuxième lignes du paragraphe *k*, les mots « fermes offertes en garantie hypothécaire » par les mots « biens offerts en garantie »;

m) en remplaçant, dans la huitième ligne du paragraphe *m*, le mot « immeubles » par le mot « biens ».

S.R., c.
108, a.
15, mod.

3. L'article 15 de ladite loi, remplacé par l'article 10 du chapitre 41 des lois de 1969, est modifié:

a) en remplaçant les sept dernières lignes par les mots suivants: « semi-annuellement aux taux fixés par règlement. »;

b) en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

tion, an agricultural exploitation partnership or joint borrowers.

Such a loan (*prêt*) may include, in addition to the security of the pledged property, a hypothec in favour of the Bureau on the farm of the borrower, ranking immediately after the hypothec securing the loan (*prêt*) granted under paragraph *d*;"

g) by replacing the words "and "raising of livestock" " in the third and fourth lines of paragraph *f* by the words " , "raising of livestock", "program for improvement of land and buildings" and "conversion of the operation";";

h) by inserting after paragraph *fa* the following:

"(*fa*¹) Determine by regulation the property mentioned in article 1979a of the Civil Code which may be the object of a pledge of agricultural property in favour of the Bureau under paragraph *d*¹ of this section;"

i) by replacing paragraph *g* by the following:

"(*g*) Fix by regulation, the general basis of appraisal of farms and pledged property;"

j) by replacing the word "immoveables" in the second line of paragraph *h* by the word "property";

k) by replacing the words "privileges and hypothecs" in the sixth and seventh lines of paragraph *i* by the words "privileges, hypothecs and pledges";

l) by replacing the words "farms tendered as hypothecary security" in the first and second lines of paragraph *k* by the words "property tendered as security";

m) by replacing the word "immoveables" in the eighth line of paragraph *m* by the word "property".

3. Section 15 of the said act, replaced by section 10 of chapter 41 of the statutes of 1969, is amended:

R.S., c.
108, s.
15, am.

a) by replacing the last seven lines by the following words: "interest computed semi-annually at the rates fixed by regulation.";

b) by adding at the end the following paragraph:

Rem-
bour-
sement.

« Tout prêt sur nantissement consenti en vertu du paragraphe *d*¹ de l'article 8 est remboursable dans le délai maximum visé à l'article 1979*a* du Code civil, sur une base d'amortissement progressif déterminée par règlement, par versements semi-annuels égaux et consécutifs comprenant l'intérêt calculé semi-annuellement au taux fixé par règlement. »

S.R., c.
108, a.
15*a*,
remp.

4. L'article 15*a* de ladite loi, édicté par l'article 11 du chapitre 41 des lois de 1969, est remplacé par le suivant :

Détermi-
nation
du taux
d'intérêt

« 15*a*. Aux fins de déterminer le taux d'intérêt payable à l'Office sur un prêt qu'il accorde en vertu de la présente loi, l'Office calcule comme s'ils faisaient partie du même prêt, le solde dû par l'emprunteur sur tout prêt qui lui a antérieurement été accordé ou dont il assume ou a assumé le paiement et sa part relative du solde de tout prêt qui lui a antérieurement été accordé à titre d'emprunteur conjoint. »

S.R., c.
108, a.
18, mod.

5. L'article 18 de ladite loi est modifié :

a) en remplaçant, dans la cinquième ligne du premier alinéa, les mots « de la garantie hypothécaire » par les mots « des garanties » ;

b) en remplaçant, dans la première ligne du second alinéa, les mots « En outre d'une première hypothèque » par les mots « Outre les garanties prévues pour le prêt ».

Id., a.
18*a*, aj.

6. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 18, le suivant :

Inspection
des
immeu-
bles.

« 18*a*. L'Office peut, par ses représentants ou employés, effectuer en tout temps l'inspection des immeubles hypothéqués et des biens nantis, et à défaut d'entretien ou au cas de détérioration entraînant la diminution des garanties, faire, aux frais de l'emprunteur, tous travaux et réparations et prendre toute mesure qu'il juge nécessaire pour assurer leur maintien en bon état ainsi que le maintien de l'exploitation en opération. »

« Every loan (*prêt*) on a pledge granted under paragraph *d*¹ of section 8 shall be repayable within the maximum delay contemplated in article 1979*a* of the Civil Code, on a progressive amortization basis determined by regulation, by semi-annual equal and consecutive payments comprising the interest computed semi-annually at the rate fixed by regulation. »

Repay-
ment.

4. Section 15*a* of the said act, enacted by section 11 of chapter 41 of the statutes of 1969, is replaced by the following :

R.S., c.
108, s.
15*a*, re-
placed.

« 15*a*. To determine the rate of interest payable to the Bureau on a loan (*prêt*) which it grants under this act, the Bureau shall compute as if they formed part of the same loan, the balance due by the borrower on any loan (*prêt*) which has been previously granted to him or of which he assumes or has assumed the payment and his relative share of the balance of any loan (*prêt*) which has been previously granted to him as joint borrower. »

Determi-
nation of
rate of
interest.

5. Section 18 of the said act is amended :

R.S., c.
108, s.
18, am.

(*a*) by replacing the words "of the hypothecary security" in the fifth line of the first paragraph by the words "of the securities" ;

(*b*) by replacing the words "In addition to a first hypothec" in the first line of the second paragraph by the words "In addition to the security provided for the loan (*prêt*)".

6. The said act is amended by inserting after section 18 the following :

Id., s.
18*a*,
added.

« 18*a*. The Bureau may, by its representatives or employees, make at any time an inspection of the immoveables hypothecated or property pledged, and in default of maintenance or in case of deterioration entailing diminished security, do at the borrower's expense, any work and repairs and take any step which it considers necessary to ensure their maintenance in good condition and the keeping of the operation functioning. »

Inspection
of
property.

S.R., c.
108, a.
19, remp.

7. L'article 19 de ladite loi, modifié par l'article 12 du chapitre 41 des lois de 1969, est remplacé par le suivant :

Prêt
supplé-
mentaire.

« 19. Outre les prêts accordés en vertu des paragraphes *d*, *d*¹ et *e* de l'article 8, l'Office peut consentir à un emprunteur, lorsqu'il le juge opportun, un prêt supplémentaire pour une durée égale à celle qui est prévue à l'article 15 ou pour une durée moindre, garanti par une hypothèque prenant rang immédiatement après toute hypothèque que l'Office détient déjà ou par nantissement agricole assorti d'une telle hypothèque s'il le juge à propos, et aux autres conditions que l'Office détermine dans l'acte de prêt.

Maxi-
mum.

Toutefois, le montant d'un tel prêt supplémentaire, en y ajoutant le solde du principal d'un prêt consenti en vertu des paragraphes *d*, *d*¹ et *e* de l'article 8 ne doit en aucun cas excéder les maximums respectivement prévus aux paragraphes *d* et *d*¹ de l'article 8, ni excéder la limite maximale des obligations d'un emprunteur envers l'Office, fixée par l'article 20*a*. »

S.R., c.
108, a.
20*a*,
remp.

8. L'article 20*a* de ladite loi, édicté par l'article 14 du chapitre 41 des lois de 1969, est remplacé par le suivant :

Limite
du mon-
tant dû
par un
emprun-
teur.

« 20*a*. Le montant total dû à l'Office par un emprunteur en vertu de la présente loi ne doit en aucun cas excéder \$40,000 en principal lorsque l'emprunteur est un agriculteur et \$60,000 dans le cas d'une corporation d'exploitation agricole, d'une société d'exploitation agricole ou d'emprunteurs conjoints, sauf quant aux dettes qui leur échoient par succession ou qu'ils ont contractées envers l'Office pour l'acquisition d'un bien dont ce dernier a disposé en vertu du paragraphe *c* de l'article 8.

Montant
dû au
cas d'em-
prunt
conjoint.

Pour les fins de l'alinéa précédent, le montant total dû à l'Office en vertu de la présente loi par un agriculteur qui a déjà obtenu un prêt conjointement avec d'autres en qualité d'emprunteurs conjoints, ne doit en aucun cas excéder \$40,000 en y comprenant sa part relative dans le prêt qu'il a déjà ainsi obtenu conjointement.

Maxi-
mum.

Le montant total dû à l'Office par des emprunteurs conjoints ne doit également

7. Section 19 of the said act, amended by section 12 of chapter 41 of the statutes of 1969, is replaced by the following :

R.S., c.
108, s.
19, re-
placed.

“19. Besides the loans (*prêts*) granted under paragraphs *d*, *d*¹ and *e* of section 8, the Bureau may make to a borrower, when it considers it expedient, an additional loan for a term equal to that provided for in section 15 or for a shorter term, secured by hypothec ranking immediately after any hypothec which the Bureau already holds or by an agricultural pledge invoking such hypothec if it considers it appropriate and on the other conditions which the Bureau determines in the deed of loan.

Addi-
tional
loan
(*prêt*).

However, the amount of such additional loan (*prêt*) by adding thereto the balance of the principal of a loan (*prêt*) made under paragraphs *d*, *d*¹ and *e* of section 8 shall not exceed the maximum provided for in paragraphs *d* and *d*¹ of section 8 respectively, nor exceed the maximum limit of the obligations of a borrower towards the Bureau, fixed by section 20*a*.”

Maxi-
mum.

8. Section 20*a* of the said act, enacted by section 14 of chapter 41 of the statutes of 1969, is replaced by the following :

R.S., c.
108, s.
20*a*, re-
placed.

“20*a*. The total amount due to the Bureau by a borrower under this act shall in no case exceed \$40,000 in capital when the borrower is a farmer and \$60,000 in the case of a corporation for agricultural exploitation, an agricultural exploitation partnership or joint borrowers, except with respect to debts which devolve to them by succession or which they have contracted towards the Bureau for the acquisition of a property of which the latter has disposed under paragraph *c* of section 8.

Limited
amount
due by
borrower.

For the purposes of the preceding paragraph, the total amount due to the Bureau under this act by a farmer who has already obtained a loan (*prêt*) jointly with others as joint borrowers, shall in no case exceed \$40,000 including therein his relative share in the loan (*prêt*) which he has already so obtained jointly.

Amount
due by
joint
borrowers.

The total amount due to the Bureau by joint borrowers shall also in no case exceed

Maxi-
mum.

en aucun cas excéder \$60,000 en y comprenant les montants déjà dus à l'Office par chacun d'eux en vertu de prêts qui leur ont été consentis et de prêts dont ils ont assumé le paiement.

\$60,000 including therein the amounts already due to the Bureau by each of them under loans (*prêts*) which have been granted to them and of loans of which they have assumed the payment.

Disposi-
tions ap-
plicables.

Les dispositions des deux alinéas qui précèdent s'appliquent *mutatis mutandis* pour établir le montant maximum dû à l'Office par un emprunteur en vertu du deuxième alinéa du paragraphe *d*¹ de l'article 8. »

The two preceding paragraphs shall apply *mutatis mutandis* to establish the maximum amount due to the Bureau by a borrower under the second paragraph of paragraph *d*¹ of section 8." Provi-
sions to
apply.

S.R., c.
108, a.
21, mod.

9. L'article 21 de ladite loi, remplacé par l'article 15 du chapitre 41 des lois de 1969, est modifié en ajoutant, à la fin du premier alinéa, les mots « de même que pour l'aliénation volontaire ou la location des biens nantis ».

9. Section 21 of the said act, replaced by section 15 of chapter 41 of the statutes of 1969, is amended by adding at the end of the first paragraph the words "and for voluntary transfer or lease of the pledged property". R.S., c.
108, s.
21, am.

Id., a.
21a, aj.

10. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 21, le suivant :

10. The said act is amended by inserting after section 21 the following: Id., s.
21a,
added.

Mainlevée d'un
régisseur,
etc.

« **21a.** Dans le cas d'un prêt consenti en vertu du paragraphe *d*¹ de l'article 8, tout régisseur ou employé de l'Office, généralement autorisé à cette fin par l'Office, peut accorder toute mainlevée partielle ou totale et accepter pour et au nom de l'Office toute modification aux garanties mobilières. »

« **21a.** In the case of a loan made under paragraph *d*¹ of section 8, any member or employee of the Bureau generally authorized therefor by the Bureau may grant a partial or total release and accept for and on behalf of the Bureau any alteration in the guarantees of moveables." Release
by mem-
ber, etc.

S.R., c.
108, a.
23, mod.

11. L'article 23 de ladite loi est modifié en insérant, dans la troisième ligne, après les mots « faux prétextes », les mots « s'il dispose de quelque façon d'une partie ou de l'ensemble des biens nantis sans l'autorisation de l'Office, s'il cause ou permet une détérioration anormale des biens affectés à la garantie ou une diminution de la garantie ».

11. Section 23 of the said act is amended by inserting in the third line after the word "pretences", the words "if he disposes in any manner of part or all of the pledged property without authorization of the Bureau, if he allows or causes abnormal deterioration of the property acting as security or a diminishing of the security". R.S., c.
108, s.
23, am.

Id., a.
24 remp.

12. L'article 24 de ladite loi est remplacé par le suivant :

12. Section 24 of the said act is replaced by the following: Id., s.
24, re-
placed.

Réalisa-
tion de
garantie,
etc.

« **24.** Lorsque l'Office a droit de réaliser sa garantie ou de recouvrer de ses débiteurs des versements semi-annuels ou annuels ou toute autre créance, et dans tout cas de défaut de leur part, il peut, nonobstant toute disposition législative inconciliable et sous réserve de tout autre recours, procéder conformément aux dispositions de la présente loi. »

« **24.** When the Bureau is entitled to realize on its security or to recover annual or semi-annual payments or any other debts from its debtors, and on any default by them, it may, notwithstanding any other legislative provision and subject to any other recourse, proceed in accordance with the provisions of this act." Realiza-
tion of
secu-
rity, etc.

S.R., c.
108, a.
26, mod.

13. L'article 26 de ladite loi, modifié par l'article 16 du chapitre 41 des lois de 1969, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

13. Section 26 of the said act, amended by section 16 of chapter 41 of the statutes of 1969, is again amended:

(a) by replacing the first paragraph by the following:

Requête.

« **26.** À défaut de paiement du montant réclamé dans le délai de l'avis, l'Office présente une requête à la Cour supérieure siégeant dans le district où sont situés les biens affectés à la garantie, pour obtenir une ordonnance autorisant la saisie-exécution de ces biens. »;

b) en insérant, dans la première ligne du deuxième alinéa, après les mots « Cette requête », les mots « , appuyée d'un affidavit d'un représentant de l'Office, »;

c) en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, les mots « est situé l'immeuble hypothéqué » par les mots « sont situés les biens affectés à la garantie ».

“**26.** Failing payment of the amount claimed within the delay specified in the notice, the Bureau shall present a petition to the Superior Court sitting in the district where the property offered as security is situated, for an order enjoining the seizure of the property in execution.”;

(b) by inserting in the first line of the second paragraph, after the words “Such petition”, the words “, supported by the affidavit of a representative of the Bureau,”;

(c) by replacing the words “hypothecated immoveable” in the third and fourth lines of the second paragraph by the words “property offered as security”.

S.R., c.
108, a.
29, remp.

14. L'article 29 de ladite loi, modifié par l'article 20 du chapitre 41 des lois de 1969, est remplacé par le suivant:

14. Section 29 of the said act, amended by section 20 of chapter 41 of the statutes of 1969, is replaced by the following:

Bref de
saisie-
exécution.

« **29.** Si la preuve établit le bien-fondé de la requête, le juge ou le cas échéant, le protonotaire ordonne l'émission d'un bref de saisie-exécution contre les biens affectés à la garantie.

“**29.** If the proof establishes that the petition is well founded, the judge or as the case may be, the prothonotary shall order the issue of a writ of seizure in execution against the property offered as security.”

Exécution, etc.

Ce bref contient une description, conforme à l'article 2168 du Code civil, de l'immeuble hypothéqué et, le cas échéant, une description des biens nantis; il est exécuté par le shérif ou par un de ses officiers et le montant dû à l'Office est prélevé avec dépens. »

Such writ shall contain a description, in accordance with article 2168 of the Civil Code, of the hypothecated immoveable and, as the case may be, a description of the pledged property; it shall be executed by the sheriff or one of his officers and the amount due to the Bureau shall be levied with costs.”

S.R., c.
108, a.
30, mod.

15. L'article 30 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots et le nombre « l'article 31 », par les mots « la présente loi »;

b) en retranchant la dernière ligne.

15. Section 30 of the said act is amended:

(a) by replacing the word and number “section 31” in the first and second lines by the words “this act”;

(b) by striking out the words “respecting execution upon immoveables” at the end.

R.S., c.
108, s.
26, am.

R.S., c.
108, s.
29, re-
placed.

Writ of
seizure
in execu-
tion.

How
executed.

R.S., c.
108, s.
30, am.

S.R., c.
108, a.
31, mod.

16. L'article 31 de ladite loi est modifié:

a) en insérant, dans la deuxième ligne du premier alinéa, après le mot « spéciale, » les mots « dans l'exécution de tout bref de saisie immobilière où l'Office est saisissant, »;

b) en retranchant, dans les cinquième, sixième, septième, huitième et neuvième lignes du premier alinéa, les mots « ou à l'interpellation du défendeur suivant l'article 705 du Code de procédure civile et nonobstant les dispositions de l'article 1142 de ce Code »;

c) en retranchant le troisième alinéa.

Id., a.
38, mod.

17. L'article 38 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les onzième et douzième lignes, les mots « et hypothèques », par les mots « , hypothèques et nantissements ».

Entrée en
vigueur
(1^{er} oct.
1972, G.O.
p. 9017).

18. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

16. Section 31 of the said act is amended: R.S., c.
108, s.
31, am.

(a) by inserting, in the second line of the first paragraph, after the word "contrary", the words " , when executing any writ of seizure in execution where the Bureau is the seizing party";

(b) by striking out the words "or to the interpellation of the debtor in accordance with article 705 of the Code of Civil Procedure and notwithstanding the provisions of article 1142 of such Code" in the fifth, sixth, seventh, eighth and ninth lines of the first paragraph;

(c) by striking out the third paragraph.

17. Section 38 of the said act is amended by replacing the words "and hypothecs" in the eleventh line by the words " , hypothecs and pledges". Id., s.
38, am.

18. This act shall come into force on a date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council. Coming into force (Oct. 1, 1972, O.G. p. 9017).